

La Fonction publique territoriale ne doit pas payer la crise !

Le gouvernement a présenté son Projet de Loi de Finances 2025, qui prévoit 40 milliards de coupes budgétaires dans les dépenses publiques. En parallèle, la Cour des comptes préconise la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires territoriaux. C'est notre modèle social solidaire qui est ainsi une nouvelle fois attaqué, pour financer les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches.

Le Conseil national de la FSU Territoriale rappelle l'importance cruciale des services publics, en particulier ceux portés par les agent.e.s de la fonction publique territoriale. Ces services jouent un rôle fondamental dans la vie quotidienne de la population en assurant l'accès à des droits essentiels, en contribuant à la cohésion sociale, et en soutenant l'activité économique.

Durant les périodes de crise successives, les agent.e.s de la fonction publique territoriale ont toujours répondu présents. C'est par leur engagement professionnel qu'ils et elles maintiennent les services publics, malgré des conditions de travail dégradées par des années de politiques d'assèchement des services publics au profit du patronat. Les restrictions budgétaires, les suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail se sont multipliées, fragilisant des services déjà sous pression.

Aujourd'hui, les 5 milliards d'euros d'économies prévues par le gouvernement pour les collectivités, sont inacceptables. Les suppressions de postes, les coupes dans les budgets et la précarisation des agent.e.s ne feront que dégrader, voire provoqueront la disparition de missions essentielles, en privant la population de services publics de qualité.

Si l'objectif est de confier des secteurs entiers de service publics au privé, le constat est fait après les scandales de maisons de retraite et des



crèches privées : seule la fonction publique peut garantir des missions effectuées réellement dans l'intérêt des populations.

Pour la FSU Territoriale, l'urgence est de renforcer le service public de proximité. Cela implique :

- Le maintien et l'amélioration des services publics locaux, indispensables pour garantir l'égalité d'accès aux droits de tous et toutes.
- Revaloriser les salaires, par une augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation.
- Des recrutements statutaires pour compenser les départs non remplacés et de meilleures conditions matérielles.

Faire des économies sur les services publics n'est pas une solution à la crise économique. Organiser l'impuissance publique, c'est faire le jeu de l'individualisme, du repli sur soi et du rejet de l'autre : c'est jeter le pays dans les bras de l'extrême-droite.

Au contraire, renforcer ces services et soutenir leurs agent·e·s permettra de sortir de la crise économique, sociale et écologique en construisant une société plus juste et plus solidaire.

La confirmation des annonces gouvernementales concernant le gel du point d'indice, la suppression de la GIPA, l'application de trois jours de carence et le passage à 90% d'indemnisation des arrêts maladie pour les fonctionnaires est une attaque inacceptable faite à ceux qui font vivre le service public.

Face à la brutalité de ces annonces la FSU Territoriale répondra par des mobilisations unitaires pour défendre les agent.e.s et le statut. Le Conseil Délibératif National de la FSU Territoriale appelle l'ensemble des agent.es territoriaux à se mobiliser, réunir, s'informer et débattre des actions à venir.

Toulouse, le 8 novembre 2024

SNUTER-FSU

22 rue Malmaison 93170 Bagnolet

☎ 01 41 63 27 59 - ✉ contact@snuter-fsu.fr - www.snuter-fsu.fr

